



Conseil économique et social

Distr. générale
24 février 2016
Français
Original : anglais/français

Reprise de la session de 2016

23 mai-1^{er} juin et 10 juin 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association des femmes rurales pour la protection de l'environnement	3
2. Centre de coordination des réseaux IP européens.	4
3. Centre Simon Wiesenthal.....	6
4. Conseil suisse des activités de jeunesse	7
5. Fraternité internationale des prisons.....	8
6. Hope International	9
7. Médecins pour les droits de l'homme.....	11
8. Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel	12
9. Palakkad District Consumers' Association.....	14
10. Pathfinder International.....	15
11. Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference.....	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Policy Research.....	17
13. Program in International Human Rights Law.....	19
14. Protection de l'environnement et de l'écosystème.....	20
15. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme	21

1. Association des femmes rurales pour la protection de l'environnement

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

L'Association des femmes rurales pour la protection de l'environnement constitue un réseau regroupant des sous-groupes de femmes, de jeunes et d'individus en Afrique, notamment au Cameroun, et aux États-Unis d'Amérique.

Objectifs et mission

L'Association est une organisation axée sur la communauté, qui œuvre pour assurer des moyens de subsistance durables et le développement de l'humanité. Elle promeut les droits de l'homme et l'éducation pour tous ; milite pour la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel matériel et immatériel : protège l'environnement et la biodiversité ; mène des campagnes de sensibilisation pour enrayer la propagation du VIH/sida ; et lutte pour éliminer la pauvreté et parvenir à un développement durable.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a contribué aux activités de l'Organisation des Nations Unies en promouvant l'éducation primaire pour tous, en particulier pour les filles Foulani ; en plaidant pour le respect des droits fondamentaux et des droits des peuples autochtones ; en favorisant la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel matériel et immatériel, de la diversité culturelle et de la biodiversité ; en inculquant une culture de règlement pacifique des différends parmi ses membres et dans leurs communautés ; en encourageant des méthodes agricoles durables ; en encourageant la réduction de la déforestation et le reboisement ; et en incitant le développement dirigé par la collectivité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association des femmes rurales pour la protection de l'environnement a participé aux réunions suivantes :

- le stage international de formation sur le rôle des sociétés civiles dans la lutte contre la désertification, au cours duquel elle a présenté un exposé, du 13 au 18 juin 2012, à Ankara ;
- la septième session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, du 1^{er} au 8 décembre 2012 à Paris ;
- l'élaboration et la présentation du projet national visant à appliquer les

Conventions de 2003 et de 2005 de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le 18 janvier 2013, au Cameroun ;

- l'EXPO2013, du 13 au 18 novembre 2013 à Guiyang Guizhou en Chine ; et
- le premier atelier national consacré à la formation de formateurs pour dresser un inventaire du patrimoine culturel matériel et immatériel, où elle a agi en tant que facilitateur, du 5 au 9 mars 2014, à Yaoundé.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les experts de l'Association ont élaboré le document stratégique sur l'application de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel au Cameroun.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association des femmes rurales pour la protection de l'environnement a contribué aux objectifs n°2, 3, 6 et 7 par le biais des projets suivants :

- objectif du Millénaire pour le développement n°2 : éducation des filles et des femmes Foulani ;
- objectif du Millénaire pour le développement n°3 : formation de femmes à des activités génératrices de petits revenus, et sensibilisation auprès des femmes rurales pour les aider à obtenir des certificats de mariage ;
- objectif du Millénaire pour le développement n°6 : organisation de séances de sensibilisation sur le VIH/sida pour les enfants d'âge scolaire ; et
- objectif du Millénaire pour le développement n°7 : promotion du reboisement.

2. Centre de coordination des réseaux IP européens

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Le Centre de coordination des réseaux IP européens est une organisation non gouvernementale européenne présente dans 76 pays, soutenant l'infrastructure Internet par une coordination technique en Europe, au Moyen-Orient et dans des régions d'Asie centrale.

Objectifs et mission

Le Centre sert d'organisme régional de gestions des adresses Internet, fournissant à ses membres des ressources Internet mondiales et des services connexes. Il fournit également tout un éventail de services publics, notamment le fonctionnement du

serveur racine du DNS « K-root », de sa propre base de données et d'un registre d'acheminement RIPE.

Changements à signaler

Pendant la période considérée, le nombre d'adhésions a augmenté de plus de 50 %, et le Centre compte désormais plus de 11 000 membres. Il a ouvert deux nouveaux bureaux régionaux, aux Émirats arabes unis et dans la Fédération de Russie.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre a contribué aux activités du Conseil économique et social des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble, en s'attaquant aux problèmes de gouvernance d'Internet, notamment grâce à une participation active aux discussions concernant le Forum sur la gouvernance d'Internet et à une contribution aux consultations ouvertes organisées par le Forum. En 2012, le Centre a répondu au questionnaire du **Groupe de travail sur le renforcement de la coopération** de la Commission de la science et de la technique au service du développement. Il a, en outre, contribué aux travaux de l'Union internationale des télécommunications par l'intermédiaire du groupe IPv6 rattaché à celle-ci, ainsi qu'au forum annuel du Sommet mondial sur la société de l'information.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre de coordination des réseaux IP européens participe à toutes les manifestations annuelles du Forum sur la gouvernance d'Internet en organisant certaines séances et en préparant les comptes rendus ; en envoyant des orateurs ; et en facilitant la présence et la participation des représentants de la communauté. Le Centre a également participé au Forum mondial des politiques de télécommunication en mai 2013, à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les cinq organismes régionaux de gestion des adresses Internet, outre leur contribution au Forum sur la gouvernance d'Internet, lui apportent un soutien financier considérable. Le Centre de coordination des réseaux IP européens collabore étroitement avec les organismes apparentés à l'ONU, y compris l'Union internationale des télécommunications, sur des activités de renforcement des capacités, notamment des formations à l'IPv6 dispensées dans plusieurs pays arabes, ainsi qu'un travail de collaboration au Monténégro visant à établir le premier point d'échange Internet du pays.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités du Centre de coordination des réseaux IP européens ont contribué à la réalisation de l'objectif n°8 en élargissant l'accès à Internet dans les régions en développement. Pendant la période considérée, 25 événements ont été organisés dans le monde arabe, se traduisant par la formation de plus de 300 opérateurs. Le Centre a également joué un rôle majeur en parrainant et en coordonnant la création

de nouveaux groupes d'opérateurs de réseaux dans des régions en développement, telles que le Moyen-Orient et la région eurasienne.

3. Centre Simon Wiesenthal

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Le Centre Simon Wiesenthal est une organisation internationale juive de défense des droits de l'homme, fondée en 1977, et comptant plus de 400 000 membres. Outre son siège qui se trouve aux États-Unis d'Amérique, elle dispose de bureaux régionaux en Amérique du Nord, en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Objectifs et mission

Le Centre tire des leçons de l'Holocauste pour analyser les problèmes contemporains. Il lutte contre l'antisémitisme, la haine et le terrorisme, et promeut les droits de l'homme et la dignité. Le Museum of Tolerance à Los Angeles et le Museum of Tolerance à New York constituent les deux branches éducatives du Centre aux États-Unis.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En août 2014, le Centre Simon Wiesenthal a rencontré le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, au siège des Nations Unies, pendant le conflit de Gaza, dans l'État de Palestine, pour discuter des moyens de promouvoir la paix dans la région. L'exposition du Centre, « Le Peuple, le Livre, la Terre : 3 500 ans de relations entre le Peuple Juif et la Terre Sainte » a été organisée au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à Paris en 2014. Des représentants du Centre ont assisté à la Conférence mondiale contre le racisme Durban III, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011.

Participation à des réunions organisées par l'Organisation des Nations Unies

Le Centre Simon Wiesenthal a assisté à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012. Pendant la période considérée, le Centre a organisé de nombreux événements liés à l'Organisation des Nations Unies au Museum of Tolerance à New York. Il a, par ailleurs, abordé la persécution des homosexuels en Afrique lors du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies en mai 2011, à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Centre a collaboré étroitement avec le Département de l'information sur différents programmes. En mai 2012, il a coorganisé avec ce dernier une projection et un débat de son film éducatif sur le génocide, *Cambodia: A Quest for Justice*, que le bureau du conseiller spécial pour la prévention du génocide a utilisé à des fins formatives. En 2013, un autre programme, conjuguant les efforts du Département de l'information et du Centre, a réuni des participants venus d'Afghanistan, d'Azerbaïdjan, de Djibouti, de Dominique, de Grenade, de Guinée-Bissau, d'Iraq, du Nicaragua, du Paraguay, de Pologne et de Sierra Leone.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour soutenir les objectifs n°2 et 3, le Centre Simon Wiesenthal a organisé, aux Museum of Tolerance de Los Angeles et de New York, des expositions concernant l'exploitation économique et politique des enfants, ainsi que des programmes interactifs toujours en cours, qui mettent l'accent sur la mutilation féminine, la traite des femmes, et l'objectification sexuelle de la femme.

4. Conseil suisse des activités de jeunesse

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Le Conseil suisse des activités de jeunesse est une organisation-cadre qui rassemble 65 organisations de jeunesse en Suisse et qui représente leurs intérêts dans la sphère publique.

Objectifs et mission

La mission du Conseil consiste à créer des possibilités pour que les jeunes participent à la société dans son ensemble, et qu'ils deviennent des citoyens actifs et socialement engagés.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Conseil promeut les activités de l'Organisation des Nations Unies concernant la jeunesse suisse au moyen de son programme Youth Rep qui envoie de jeunes délégués à l'ONU. Chaque année, Youth Rep expose les activités de l'Organisation des Nations Unies dans les écoles suisses et à l'occasion de divers événements.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Lors de la cinquième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, au titre du point 6 de l'ordre du jour, le Conseil a présenté une déclaration sur les possibilités et l'autonomisation des minorités et des jeunes appartenant à des minorités, à Genève le 27 et le 28 novembre 2012. Dans le cadre de ce même forum, il a participé à une réunion ayant pour thématique l'application de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et l'identification des pratiques positives et des possibilités.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Conseil suisse des activités de jeunesse définit actuellement sa participation au suivi des objectifs de développement durable, du point de vue de la jeunesse.

5. Fraternité internationale des prisons

Statut consultatif spécial : 1983

Introduction

Fraternité internationale des prisons est une association bénévole d'organisations nationales de fraternité de prisons, issues de 124 pays. Elle s'occupe de nombreuses affaires de justice pénale et agit par le biais de ses filiales pour promouvoir la participation à la justice pénale.

Objectifs et mission

Sa mission consiste à inciter la communauté chrétienne à rechercher la justice et la réconciliation face aux crimes, afin de transformer les personnes ayant commis un délit ou un crime, de réconcilier les parties, et de renforcer les communautés.

Changements à signaler

Les membres de l'association, qui étaient issues de 124 pays en 2011, provenaient de 127 pays en 2014.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités de la Fraternité internationale des prisons se sont principalement portées sur le domaine de la justice réparatrice. L'organisation s'est efforcée de tenir le public informé sur ses activités grâce aux deux sites Web organisationnels et à ses publications qu'elle envoie à ses affiliés dans le monde entier.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'association a participé à la journée de discussion générale du Comité des droits de l'enfant dédiée aux enfants de parents incarcérés, le 30 septembre 2011 à Genève. Elle a été très active en tant que membre de l'Alliance des ONG pour la prévention du crime et la justice pénale à New York, notamment en participant aux réunions ordinaires de l'Alliance.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'association coopère avec le système des Nations Unies à travers sa représentation au siège des Nations Unies et ses bureaux d'attache à New York, à Genève et à Vienne. Elle envoie régulièrement à ses filiales nationales des informations sur les activités de l'ONU et les diffuse également dans ses diverses publications et sites Internet.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fraternité internationale des prisons a lancé son projet Children of Prisoners en 2013, pour œuvrer à la réalisation des objectifs n°1, 2 et 4. Le projet concerne quatre aspects principaux des besoins de ces enfants, à savoir :

- la sécurité, en les aidant à trouver des logements sûrs, où ils seront protégés contre toute forme d'abus ;
- la santé, en leur assurant des soins médicaux élémentaires efficaces, et en surveillant leur santé ;
- l'éducation, en favorisant la fréquentation scolaire ; et
- la résilience de l'esprit, en les aidant à développer des relations saines avec eux-mêmes, leurs pairs, leur famille, leur communauté et Dieu.

Les projets varient d'un pays à l'autre, mais la plupart ont en commun le fait d'être axés sur la communauté ; d'offrir une prise en charge individualisée des cas ; de fournir des services ou d'intervenir afin que les familles puissent accéder aux services offerts dans la communauté ; de fournir un accompagnement éducatif ; de permettre aux enfants de renouer avec le parent incarcéré ; et d'organiser des rassemblements annuels ou réguliers, de 1 à 5 jours, lors desquels chacun des enfants participe au programme en compagnie d'une personne responsable.

6. Hope International

Statut consultatif général : 2011

Introduction

Hope International est présente en Afrique, en Asie et en Europe. Elle travaille principalement sur l'Afrique où elle agit en Angola, en Côte d'Ivoire et à Madagascar.

Objectifs et mission

Hope International se concentre sur le développement économique rural par le biais de la création de centres d'accueil et de formations professionnelles pour les plus démunis et l'octroi de micro-crédits opérés par l'organisation ; la mise en place dans les centres de l'organisation de bibliothèques ou de médiathèques, de grands centres sportifs, de salles polyvalentes pour l'organisation de réunions de tous types ; et la mise à disposition de centres de santé avec dispensaire et une équipe d'intervenants en prévention et en éducation sanitaire de base.

Changements à signaler

Hope International a inclus une organisation partenaire dans sa structure, le Don du Livre, ce qui lui a permis de créer des bibliothèques dans ses centres.

Contribution à des activités des Nations Unies

Hope International coopère activement avec les organes de l'ONU dans le cadre du Conseil des droits de l'homme et auprès d'agences spécialisées. Elle a participé entre autres au Groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement, au Groupe de travail à composition non limitée chargé du projet de déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme (elle a participé à la rédaction de la déclaration) et au Forum social. Elle participe également à des journées spéciales internationales telles que la Journée Mondiale du Refus de la misère et la Journée des droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé activement aux sessions 18 à 29 du Conseil des droits de l'homme. Elle a, entre autres, présenté des interventions orales lors des sessions suivantes : dix-huitième session, Point 3, Droit au développement ; vingt-deuxième session, Point 3 Dialogue interactif sur le droit à l'alimentation ; Point 7 et débat général : La situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés ; et vingt-neuvième session, Point 6 : rapport du Koweït. Elle a soumis une intervention écrite lors de la vingt-quatrième session, Point 3: Droit au développement : objectif FAIM ZÉRO. Elle a également participé aux examens périodiques universels des sessions 12 à 22.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Hope International a participé aux réunions du Bureau du Conseil des droits de l'homme, et est intervenue auprès du Président du Conseil en 2014. Elle a remis un rapport d'analyse technique sur les nominations des Rapporteurs Spéciaux.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Hope International intervient dans l'ensemble des objectifs du Millénaire pour le développement, hormis l'objectif n°6. L'objectif n°1 est l'objectif prioritaire de l'organisation. Au vu de l'objectif n°7, l'organisation a interdit l'utilisation d'intrants, utilise des fertilisants naturels, et pratique « l'agriculture douce ». Pour l'objectif n°8, elle agit avec des partenaires associatifs et étatiques, sous certaines réserves, et partage son savoir-faire.

7. Médecins pour les droits de l'homme

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

En ayant recours à la science et à la médecine, Médecins pour les droits de l'homme documente et souligne les atrocités de masse et les violations graves des droits de l'homme depuis presque 30 ans et dans plus de 60 pays.

Objectifs et mission

Les recherches et les compétences de l'organisation servent à : plaider pour la protection des agents sanitaires persécutés et celle des installations médicales exposées à des attaques ; prévenir la torture ; documenter les atrocités de masse ; et obliger ceux qui violent les droits fondamentaux à répondre de leurs actes. Médecins pour les droits de l'homme a été fondée sur l'idée que les professionnels de la santé, en vertu de leurs compétences spécifiques, de leur obligation morale, et de leur crédibilité, sont des acteurs privilégiés pour éliminer les violations des droits de l'homme.

Changements à signaler

L'organisation a déplacé son siège de Boston à New York, aux États-Unis d'Amérique. Elle a mené de petits projets avec des collaborateurs en République démocratique du Congo, au Kenya et pour une période à Amman. Elle a reçu plusieurs subventions gouvernementales importantes des Ministères des affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis et des Pays-Bas, ainsi que du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes pour la mise en place de nouveaux programmes de formation dans des zones de conflit.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a présenté des rapports au processus de l'examen périodique universel et interagit régulièrement avec le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé. En outre, l'organisation a informé les représentants

permanents auprès des Nations Unies, y compris les groupes d'experts du Conseil de sécurité, sur une variété de questions, et a plaidé en faveur des résolutions pertinentes des Nations Unies. Elle a également fourni des renseignements sur les attaques subies par les agents sanitaires au Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à l'Examen de haut niveau de l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, ainsi qu'à la cinquante-cinquième, la cinquante-sixième, et la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenues du 22 février au 4 mars et le 14 mars 2011, du 27 février au 9 mars et le 15 mars 2012, et du 4 au 15 mars 2013, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore régulièrement avec le personnel en poste à Genève, ainsi qu'avec les bureaux extérieurs du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Elle coopère régulièrement avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Organisation mondiale de la Santé, et les représentants spéciaux, les rapporteurs et les envoyés régionaux.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Médecins pour les droits de l'homme a favorisé la réalisation de l'objectif n°3 en obtenant justice pour les victimes de violences sexuelles dans les zones de conflit.

8. Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel

Statut consultatif général : 1995

Introduction

L'Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel est présente dans 34 pays et territoires d'Asie, du Pacifique, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud.

Objectifs et mission

La mission de l'organisation consiste à contribuer au développement écologiquement durable de l'humanité grâce à une approche holistique qui souligne l'interdépendance de l'agriculture, de l'intégrité écologique et de l'esprit humain. Pour y parvenir, l'Organisation exécute et promeut des programmes expérimentaux sur le terrain à l'intention des citoyens du monde de tous âges, transmettant des

connaissances et des compétences et cultivant des qualités spirituelles telles que le dévouement, l'autonomie et l'esprit communautaire universel.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Organisation est intervenue dans le cadre de l'initiative « La Vague verte » initiée par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. Dans le cadre du programme de boisement pour enfants, quelque 50 000 participants de 20 pays ont pris part à des activités de plantation d'arbres, de gestion de forêts, de campagnes d'assainissement communautaire ainsi qu'à des ateliers et des séminaires sur la préservation de l'environnement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel a participé aux réunions suivantes :

- la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, du 20 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro au Brésil ;
- la Conférence des Parties siégeant agissant comme réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, sixième réunion, du 1^{er} au 5 octobre 2012, à Hyderabad en Inde ;
- la Conférence des Parties relative à la Convention sur la diversité biologique, onzième réunion, les 8 et 9 octobre 2012, à Hyderabad en Inde ; et
- l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social de 2013, du 1^{er} au 4 juillet 2013, à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Organisation a mis en œuvre l'Intervention prolongée de secours et de redressement du Programme alimentaire mondial dans la région de Magway, au Myanmar, ainsi que le projet communautaire portant sur la préservation des forêts et des côtes et la gestion de leurs ressources, en Papouasie Nouvelle-Guinée, en partenariat avec le Programme de développement des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel a affiné les compétences en leadership de 5 000 jeunes par des formations en matière d'agriculture durable, d'économie domestique, et de machineries, dans ses 29 centres de formation situés dans 8 pays différents. L'organisation a dirigé plusieurs projets dans le cadre de son engagement pour le développement durable, y compris le développement de communautés durables dans la province de Negros, aux

Philippines, par la sériciculture ; un projet de reconstitution d'une communauté côtière à Demak, dans le Java central en Indonésie ; et un projet de lutte contre la pauvreté par la culture de stévia dans la région de Caragatay, au Paraguay. Grâce à son programme de boisement pour enfants, l'Organisation a sensibilisé des écoliers à la sauvegarde de l'environnement et a mené des activités de plantation d'arbres. Pendant la période considérée, 445 337 arbres ont été plantés sur une superficie de 407 hectares.

9. Palakkad District Consumers' Association

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Depuis 24 ans, Palakkad District Consumers' Association œuvre pour la protection des droits du consommateur.

Objectifs et mission

L'Association s'efforce d'éduquer les consommateurs, de les sensibiliser à certaines questions, et de rechercher des moyens d'éliminer la corruption et les pratiques contraires à l'éthique. Ses programmes d'éducation et de sensibilisation destinés aux consommateurs leur apportent un soutien pour améliorer leurs conditions de vie ; leur permettent de se prémunir contre l'exploitation et les aident à obtenir de meilleures possibilités d'emploi, aboutissant à un progrès économique et social ; et favorisent le respect des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Palakkad District Consumers' Association a contribué aux activités des Nations Unies en célébrant, entre autres : la Journée mondiale de la justice sociale, le 20 février 2013 ; la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2013 ; la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2013 ; et la Journée internationale de la non-violence, le 2 octobre 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé à la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du 21 au 26 avril 2012 ainsi qu'au Forum de la société civile de ladite Conférence, du 17 au 27 avril 2012, à Doha.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Palakkad District Consumers' Association a collaboré, entre autres, avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dont elle

reçoit les décisions de réunions, les livres et les différents documents qu'elle partage avec son réseau et ses membres dans le cadre de ses programmes ordinaires.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

10. Pathfinder International

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Créée en 1957, l'organisation Pathfinder International travaille dans presque 20 pays, pour la plupart situés en Afrique, afin de garantir à tous une vie sexuelle saine et sûre.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à réduire les obstacles pour faciliter l'accès aux services essentiels en matière de santé sexuelle et procréative. Elle travaille en partenariat avec les autorités locales pour améliorer l'accès à la contraception, promouvoir des grossesses saines, sauver la vie des femmes et enrayer la propagation du VIH/sida. L'organisation vise à renforcer l'accès à toute sorte de soins relatifs à la vie sexuelle, y compris l'avortement et la contraception.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pathfinder International vise des domaines de travail étroitement liés aux activités de l'Organisation des Nations Unies, en particulier ceux ayant trait à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement durable n°3 et 8. Elle contribue également à la réalisation des objectifs n°1 et 2.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme à New York, du 27 février au 9 mars 2012 ; elle a prononcé une allocution dans le cadre d'une manifestation parallèle.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore avec le Fonds des Nations Unies pour la population dans chacun de ses bureaux de pays, mais aussi, de façon ponctuelle, avec d'autres

organes tels que l'Organisation mondiale de la Santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Sa collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population a notamment donné lieu à un projet au Pakistan visant à habiliter les défenseurs locaux de la contraception, y compris des fonctionnaires administratifs, afin d'améliorer les politiques, les programmes et les budgets relatifs à la contraception dans les provinces.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période considérée, Pathfinder International a porté son attention sur les objectifs n°5 et 6. Grâce aux services fournis par l'organisation, plus de 3 700 décès maternels ont été évités, et plus de 5 millions de femmes ont pu visiter des prestataires de soins prénatals et post-partum. Près de 2,5 millions de grossesses non désirées ont été évitées grâce aux actions engagées. L'organisation a enregistré environ 6 millions de visites dans des établissements sanitaires pour des services de contraception, et plus de 12 millions de jeunes ont visité des services adaptés à leurs besoins. Plus de 2,5 millions de personnes ont reçu des services relatifs au VIH/sida assurés par des projets soutenus par l'organisation : plus de 71 000 personnes séropositives ont été traitées à l'aide de médicaments antirétroviraux, et plus de 12 000 femmes enceintes et nourrissons exposés ont reçu un traitement préventif.

11. Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Fondée en 1982, Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference est une organisation active dans plus de 140 pays. Elle est dirigée par des jeunes pour les jeunes âgés de 10 à 24 ans.

Objectifs et mission

L'organisation vise à mieux sensibiliser les jeunes, afin qu'ils s'impliquent davantage et agissent en vue d'un changement positif du monde dans lequel ils vivent. L'organisation poursuit sa mission grâce à son site Web, aux médias sociaux, à l'organisation de congrès, aux marches contre la violence, à un réseau relatif aux droits de l'enfant, aux réunions et aux ateliers consacrés aux questions relatives à la paix et aux droits de l'enfant.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Depuis 1982, l'organisation informe continuellement son jeune public sur l'Organisation des Nations Unies, ses objectifs, ses activités et ses réalisations. Ses principales réunions et les congrès internationaux des enfants ont été tenus, soit dans le bâtiment du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, soit à l'Interchurch Center for the United Nations à New York.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Chaque fois que cela était possible, des enfants et des jeunes ont participé à des conférences de l'Organisation des Nations Unies, aux groupes de travail d'organisations non gouvernementales, et à des réunions importantes sur la condition des filles, l'éducation et les droits de l'enfant.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore activement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Elle a participé à l'étude sur les enfants et la violence, l'étude Machel, et d'autres activités concernant les enfants et la guerre.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference met l'accent sur les objectifs du Millénaire qui concernent la jeunesse, notamment l'éducation et le partenariat mondial, grâce à une éducation visant des solutions non-violentes aux conflits.

12. Policy Research

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Créée en 2003, Policy Research œuvre pour améliorer les conditions sociales des personnes défavorisées, en particulier des femmes et des enfants au Nigéria, dans les domaines socioéconomique, sanitaire et des droits fondamentaux.

Objectifs et mission

L'organisation vise à obtenir des connaissances empiriques pour appuyer la construction de systèmes socioéconomiques et politiques durables qui garantissent la participation égale et le développement humain. Elle assure la réalisation de cet objectif grâce à la recherche, la documentation, la sensibilisation du public, l'analyse des politiques, l'assistance technique et le renforcement des capacités en vue d'une élaboration participative des politiques.

Changements à signaler

Policy Research a modifié ses statuts constitutifs pour assurer l'égalité et préparer l'organisation à promouvoir activement l'égalité entre les hommes et les femmes,

ainsi que leur égale participation au développement socioéconomique et politique du Nigéria.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, Policy Research a mis en place des projets au Nigéria, qui ont visé entre autres :

- le renforcement de la participation des jeunes, l'égalité, et la justice sociale au sein du pays, en réalisant des recherches régionales sur l'engagement des jeunes, et en concevant et en diffusant des outils d'éducation civique pour accroître la participation citoyenne aux questions économiques, politiques et de gouvernance au sein de leur communauté locale, ainsi qu'au niveau national ;
- le développement des capacités de la jeunesse en matière de leadership pour aider les enfants et les jeunes à mieux appréhender les enjeux du développement durable ; et
- la formation d'une coalition masculine et féminine pour lutter contre les violences domestiques au Nigéria, en partenariat avec d'autres organisations de la société civile.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Policy Research a assisté à diverses réunions de l'Organisation des Nations Unies, notamment les réunions de haut niveau pour la planification de l'après-2015 au Nigéria, en Indonésie et à New York. Elle a également participé à plusieurs réunions et discussions en ligne sur différentes conférences, manifestations et réunions concernant le développement durable après-2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'organisation a réalisé un sondage national post-vaccination au Nigéria entre juillet 2010 et décembre 2011. L'organisation est membre de l'initiative mondiale Halte à la tuberculose. Elle organise à ce titre des campagnes de sensibilisation pour informer et éduquer le public sur cette maladie et pour souligner la nécessité d'un diagnostic et d'un traitement précoces.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif n°6, Policy Research a mené des activités dans le cadre de la Journée mondiale de la tuberculose en 2014. Par ailleurs, elle a contribué à concrétiser l'objectif n°8 grâce à l'initiative « Organizing Young People » qui a permis à la jeunesse nigériane de s'exprimer sur les problèmes de développement qui les concernent.

13. Program in International Human Rights Law

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Fondé en 1997, Program in International Human Rights Law est investi d'un large mandat lié à la promotion du droit international des droits de l'homme, du droit pénal international et du droit international humanitaire dans le monde entier.

Objectifs et mission

L'organisation s'efforce de promouvoir les droits de l'homme dans le monde par des méthodes pédagogiques, des bourses d'études, l'aide aux organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que des stages pour étudiants.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué à la recherche et à la rédaction d'un rapport parallèle présenté au Comité des droits de l'homme des Nations Unies et a fourni son avis sur les activités d'autres organes conventionnels. Elle a soutenu des personnes et des organisations non gouvernementales dans leur utilisation de mécanismes conventionnels ou prévus par la Charte des Nations Unies pour atteindre leurs objectifs relatifs aux droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé à des sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, et a assisté aux sessions du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a assisté des organisations non gouvernementales dans la présentation de rapports parallèles au Comité des droits de l'homme à Genève. Elle a rassemblé les publications se rapportant aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, et les a diffusées aux étudiants en droit inscrits dans des universités américaines. Les stagiaires en droit faisant partie des programmes de l'organisation ont travaillé avec des réfugiés et des demandeurs d'asile inscrits auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans divers pays, dont la République de Géorgie et la République de Moldavie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Program in International Human Rights Law a assuré la promotion de l'objectif n°3 en plaçant des étudiants en droit comme stagiaires sur les questions relatives aux droits des femmes en Autriche, en Inde, en Irlande, en Thaïlande ainsi que dans d'autres pays. En outre, depuis des années, l'organisation envoie plusieurs stagiaires en Asie du Sud-Est pour collaborer à des projets concernant les droits de l'homme dans le domaine de la lutte contre le VIH/sida, favorisant ainsi l'objectif n°6. Program in International Human Rights Law a appuyé l'objectif n°8 en examinant et en s'intéressant aux enjeux liés au développement international.

14. Protection de l'environnement et de l'écosystème

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Protection de l'environnement et de l'écosystème est une organisation non gouvernementale mauritanienne créée en 2003.

Objectifs et mission

L'organisation agit dans les domaines de la protection de l'environnement et de la biodiversité, le développement durable, la lutte contre la pauvreté sous toutes ses formes et le développement de capacités hygiéniques et sanitaires.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités de l'Organisation des Nations Unies

En attendant d'adhérer à la Conférence des organisations non gouvernementales pour une plus grande implication dans les travaux du Conseil économique et social, l'organisation agit principalement au niveau national. Elle a, entre autres, organisé une série de cinq formations au profit de ses antennes régionales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la cinquante-et-unième session de la Commission du développement social, qui s'est déroulée du 6 au 15 février 2013 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation travaille en étroite collaboration au niveau national avec le Programme des Nations Unies pour le Développement dans le domaine du développement environnemental ; avec le Programme Alimentaire Mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le

domaine de la sécurité alimentaire ; et avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance et l'Organisation mondiale de la Santé dans le domaine humanitaire.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Protection de l'environnement et de l'écosystème a mené des activités en lien avec les objectifs du Millénaire pour le développement n°1, 3, 4, 5, 6 et 7, sur les thèmes suivants : changements climatiques ; autonomisation des femmes ; santé pour tous ; et sécurité alimentaire.

15. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme est une organisation non gouvernementale sénégalaise fondée en 1990, active dans le domaine de la promotion et la défense des droits de l'homme en Afrique.

Objectifs et mission

L'organisation a pour but de promouvoir, défendre et protéger les droits humains aux niveaux national, régional et international.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux seizième, dix-septième, dix-huitième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième sessions du Conseil des droits de l'homme, à Genève.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux sessions du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits humains dans différents pays lors de l'examen périodique universel des États. Elle a aussi participé aux réunions des Comités contre la torture, sur les droits des migrants et sur les droits de l'enfant lors des troisième et quatrième Rapports du Canada, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, tenue du 26 au 27 septembre 2012 à Genève. Au niveau national, Rencontre Africaine pour la défense des droits de l'homme participe régulièrement aux activités du Bureau du Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, notamment aux réunions du Conseil consultatif national des droits de l'homme et du Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation travaille en étroite collaboration avec les organes spécialisés des Nations Unies basés au Sénégal, en apportant sa contribution à des études ou recherches, ainsi qu'à l'élaboration de rapports et à l'organisation conjointe de réunions, d'activités humanitaires et à la mise en œuvre de projets opérationnels financés par les organes spécialisés des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de Rencontre Africaine pour la défense des droits de l'homme pour l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement se sont focalisées sur les objectifs n°4, 5, 6 et 7 via des efforts liés à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi qu'à la santé reproductive des femmes.
